

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**











---

**Rénovation de deux vannes de l'Écluse n°2  
d'Andrésy (78)**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine  
et Loire Aval**  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Rénovation de deux vannes de l'Écluse n°2 d'Andrésy (78)
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	5 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 - Présentation de l'UTI Boucles de la Seine .....	4
1.5 - Présentation des ouvrages d'Andrézy .....	4
1.6 - Régime hydraulique des ouvrages d'Andrézy : .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
4.2 - Délai d'exécution .....	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	7
7 - Avance.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	8
8.4 - Paiement des cotraitants .....	8
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	10
12 - Garantie des prestations.....	10
13 - Pénalités.....	11
13.1 - Pénalités de retard.....	11
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
13.3 - Autres pénalités spécifiques .....	11
14 - Assurances.....	12
15 - Résiliation du contrat.....	12
15.1 - Conditions de résiliation.....	12
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
16 - Règlement des litiges et langues.....	12
17 - Clauses techniques particulières.....	13
18 - Dérogations.....	21

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Rénovation de deux vannes de l'Écluse n°2 d'Andrésy (78)

Au sein de VNF, à l'UTI Boucle de Seine, la Subdivision Maintenance Opérationnelle (SMO) souhaite remplacer deux vannes de l'écluse n°2 d'Andrésy (160m x 12m) dans le cadre du chômage (arrêt d'ouvrage) programmé du 8 au 19 juin 2026.

L'objet du présent marché concerne la rénovation de deux vannes actuellement en stock, afin de les mettre en exploitation.

La rénovation sera exécutée selon les nouveaux plans BESTILEV n° 1739-002-000 à 013 de 2024 fournis et comportera également des améliorations techniques sur les bagues des galets de roulement et leurs axes, ainsi que sur les bagues freinées éventuellement remplacées au sein des châssis (voir plans de la rénovation d'origine par SDEM en 2000).

Les améliorations techniques citées ci-dessus sont détaillées dans le présent CCP, Article 17 page 17.

### Lieu(x) d'exécution :

Île Peygrand – Écluses et Barrage d'Andrésy  
78 260 ACHÈRES

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.4 - Présentation de l'UTI Boucles de la Seine

L'UTI Boucles de la Seine (UBS), couvre la Seine en aval de Paris jusqu'à Rouen et intègre 7 groupes d'ouvrages à grand gabarit :

- ✓ Suresnes (92), 3 écluses, 2 barrages ;
- ✓ Chatou (78), 1 écluse, 1 barrage, 1 passe à poissons ;
- ✓ Bougival (78), 2 écluses, 1 barrage ;
- ✓ Andrésy (78), 2 écluses, 2 barrages, 1 passe à poissons ;
- ✓ Méricourt (78), 2 écluses, 1 barrage ;
- ✓ Notre-Dame-de-la-Garenne (27), 4 écluses, 1 barrage, 1 passe à poissons ;
- ✓ Amfreville-sous-les-Monts (27), 2 écluses, 1 barrage, 1 passe à poissons.

## 1.5 - Présentation des ouvrages d'Andrésy

Le groupe des ouvrages de navigation auquel appartient l'écluse de 160 x 12m est situé dans le département des Yvelines (78) sur la commune d'Andrésy et sur le fleuve de Seine, au point kilométrique 72.700. L'accès routier se fait depuis la rive gauche, côté Achères.

Il est composé de deux écluses :

- L'écluse n° 1 : sas de 185m x 24m (rive gauche de la Seine),
- L'écluse n° 2 : sas de 160m x 12m.

Il comprend également un barrage :

- ✓ Le barrage d'Andrésey possède 3 passes de 30,50 mètres, équipées de vannes levantes-abaisantes type wagon.

Enfin, un quatrième ouvrage vient s'ajouter au site :

- ✓ La passe à poissons, implantée en rive droite du barrage, au travers l'île Nancy.

### **1.6- Régime hydraulique des ouvrages d'Andrésey :**

Toutes les cotes sont exprimées en NGF ortho métrique. Pour obtenir la cote en IGN 69, il faut ajouter 35,7 cm.

- ✓ Retenue Normale amont : 19,97 m.
- ✓ Retenue Normale aval : 17,13 m.
- ✓ Plus Hautes Eaux Navigables : 22,45 m.
- ✓ Crue de 1910 : 24,30 m.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le détail Estimatif
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance pendant la consultation. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au candidat le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 08/08/2026.

#### 4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 5 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le délai d'exécution des prestations de rénovation des vannes d'écluse **est de 3 mois**. Le délai de remise du DOE est **d'un mois**. Le délai est de global de **5 mois maximum**.

**Le chômage (arrêt d'ouvrage) est programmé du 8 au 19 juin 2026.**

### 5 - Prix

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information

budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : UBS
- Numéro d'engagement juridique : EJ

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine  
STBS - Subdivision Maintenance  
Île Peygrand – Écluses et Barrage d'Andrésey  
78 260 ACHÈRES

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions suivantes :

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conduite d'opération est assurée par la Subdivision Maintenance Opérationnelle de la ST Boucle de Seine.

## 10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit respecter un délai de prévenance de 5 jours ouvrés pour planifier la réception dans ses locaux avant la livraison et organiser le rdv avec le chargé d'affaire VNF.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 10 jours pour se prononcer sur la réception, tant quantitative que qualitative des prestations commandées. À l'expiration de ce délai, en cas de silence, la prestation est réputée correctement exécutée.

Afin de prévenir des aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement du matériel, le titulaire devra effectuer avant réception, les vérifications nécessaires des matériels concernés.

Les vérifications visuelles avant mise en service par VNF des vannes sur l'écluse devront faire l'objet de procès-verbaux qui seront remis au pouvoir adjudicateur en deux exemplaires.

## 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

A la suite de ces vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises conformément aux conditions prévues dans le CCAG FCS.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

La période de garantie commence à compter de la livraison des 2 vannes sur le site d'Andrézy.

Il est exigé que tous les équipements et matériels prévus soient aptes à satisfaire la fonction qui leur est destinée et donnent les résultats attendus.

Le titulaire doit livrer un bien conforme au contrat. À défaut il est responsable des défauts lors de la délivrance, mais également de tous ceux résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation.

Au cours de la période de garantie le titulaire est tenu de faire gratuitement toutes réparations, remplacements et modifications nécessités par un vice de matière, de construction, de fonctionnement ou de conception, entraînant une altération des caractéristiques fonctionnelles ou techniques initiales.

Les frais associés de déplacement, d'hébergement, de fournitures et de matériaux seront à la charge du titulaire.

Si au cours de la période de garantie, une anomalie, qui aurait échappé aux essais successifs, est découverte, le titulaire est tenu d'y remédier dans les mêmes conditions que pour celles des essais généraux.

Par contre, si un vice profond est découvert, le maître d'œuvre se réserve le droit de neutraliser le déroulement de la période de garantie. Il est entendu que, pendant la période de neutralisation, le titulaire garde ses obligations de garantie et de maintenance.

En cas de neutralisation, le délai de garantie sera alors augmenté d'un temps égal à la période de neutralisation et toutes les obligations qui y sont liées seront prolongées d'autant.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Cas particuliers de la protection anticorrosion :

Le titulaire garantit la bonne tenue des systèmes de protection contre la corrosion et leur aspect pendant les délais stipulés au fascicule 56 du CCTG et explicités ci-après pour toute partie d'ouvrage décapée au degré de soin Sa2,5 défini dans la norme ISO 8501-1.

- ✓ Garantie anticorrosion : huit (8) ans au degré Ri2
- ✓ Garantie d'aspect :
  - Décollement, pelages et cloquages : Six (6) ans
  - Altération de la couleur : Cinq (5) ans.
  - Altération du feuill. : Trois (3) ans.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

A compter du 08 juin 2026

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 300,00 €.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour retard d'exécution des études durant la période de préparation	Journalière	100,00 €	La période de préparation est fixée à 30 jours calendaires, dans le cas d'un non-respect de cette période en raison de la fourniture partielle ou de l'absence de fourniture des études, une pénalité de retard sera appliquée
Pénalités pour retard dans la fourniture des éléments d'études au visa	Journalière	200,00 €	À compter de l'expiration de la période de préparation, cette pénalité s'appliquera dans le cas où les éléments prévus au prix n°1 du BPUF ayant fait l'objet d'observations par le chargé d'affaire VNF, ne sont pas transmis dans un délai de deux jours ouvrés par le titulaire. Ce délai de deux jours est décompté à partir du lendemain de la transmission des observations VNF par courriel au titulaire. Ce délai pourra être prolongé de 2 jours supplémentaires à la demande du titulaire si les observations réalisées par le chargé d'affaire le justifie.

## 14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

En cas de prestations sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des prestations entreprises.

Leurs polices doivent apporter pendant et après la prestation les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 3 000 000 € par sinistre

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Clauses techniques particulières

### 17.1 – Prescriptions générales

#### 17.1.1 Phasage de la prestation :

Dans son offre, l'entreprise propose une planification des différentes phases d'exécution de la rénovation des vannes telles que demandées dans le présent CCP ainsi que de leurs enchaînements.

Le titulaire dispose d'une période d'études et de préparation, depuis la date de notification du marché, jusqu'à la date de démarrage des prestations, pour réaliser les différentes opérations selon l'organisation et les délais prévus.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des difficultés de disponibilité d'accès au site désigné pour le chargement et/ou déchargement, afin de justifier des retards de délais sur le transport et sur l'ensemble de la prestation, faisant l'objet du présent marché.

Seule sa responsabilité sera engagée pour tout retard dans le traitement des prestations.

#### 17.1.2 Aspect sécurité et prévention :

L'entreprise prendra les mesures nécessaires à la sécurité, afin de protéger les personnes et les biens durant toute la durée des déplacements sur les ouvrages et à proximité. Toute personne intervenant sur site devra donc impérativement porter un gilet de sauvetage avec sangle sous-cutané (non fourni) et tout autre équipement de protection individuel nécessaire.

L'exploitant se réserve le droit d'interdire l'accès aux ouvrages si les règles de sécurité ne sont pas respectées.

Un protocole de chargement et/ou de déchargement (voir Annexes) sera complété et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entreprise pour le chargement des vannes puis leur livraison en fin de prestation.

Le titulaire assume seul la responsabilité de tous les accidents, incidents ou dommages, apparents ou non ; résultant de son fait ou du fait de l'entreprise de transport et de manutention, de son matériel, de ses employés ou agents d'exécution et de leurs agissements.

Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

#### 17.1.3 Planning, études d'exécution, visas et contrôles

##### 17.1.3.1- Planning et phasage :

Un planning détaillé de l'ensemble des prestations, reprenant le planning remis dans l'offre, sera fourni par le Titulaire dès la réception de la notification et sera tenu à jour par le titulaire pour chaque réunion de projet.

Ce planning sera présenté sous format Gantt et PDF et fera apparaître :

- Les durées respectives des différentes phases ainsi que celles nécessaires aux remises de documents, visas, avec la décomposition suivante :
  - Etudes d'exécution (plans et calculs)
  - Phase de préparation (agrément et approvisionnements)
  - Fabrication des pièces neuves à installer
  - Montage des pièces neuves sur les vannes et essais en usine
  - Réception et livraison
  - Remise du DOE.

##### 17.1.3.2 - Prestations d'études et documents à produire y compris en phase de fabrication :

Après notification du marché au titulaire, une réunion de démarrage du projet sera organisée à Andrésy, dans les locaux de VNF. Ce rendez-vous permettra de conforter les hypothèses de l'entreprise, quant à la

rénovation des 2 vannes et permettra à celle-ci, si elle le juge utile, de réaliser une visite préalable à leur transport dans ses ateliers.

L'entrepreneur réalisera le plan (ou les plans) des pièces neuves à fournir. Les plans comporteront une nomenclature avec la liste numérotée des pièces composant chaque ensemble et la définition des matières utilisées.

Les plans d'exécution, ainsi que les fiches de demandes d'agréments des matières premières à fournir seront impérativement transmis au Maître d'ouvrage, pour visa, avant achat, puis mise en fabrication.

Le titulaire pourra être amené à se déplacer ultérieurement sur le site d'Andrésy pour toute vérification de l'existant, au niveau des puits de vannes, sur demande écrite à la Maîtrise d'ouvrage. Elle devra être justifiée techniquement. Les réponses aux demandes de visite seront également apportées par écrit.

Les documents à produire comprendront, notamment :

- Avant fabrication :
    - Les plans des équipements à fabriquer à neuf et à fournir pour les 2 vannes
    - Le calcul permettant de justifier du nombre d'inserts à planter dans les bagues bronze des galets **(1)**
    - Les demandes d'agréments des matériaux des pièces à fabriquer, des joints à fournir et de la protection anticorrosion
    - Les CCPU des matières et des produits reçus en usine (certificats matières des aciers et bronze, fiches techniques des joints et de l'anticorrosion)
    - Le dossier préparatoire à la protection anticorrosion des 2 vannes
    - La nomenclature des pièces remplacées sur les 2 vannes.
  - Durant la fabrication et à l'issue de celle-ci :
    - Le dossier des contrôles internes de l'entreprise (PV de contrôles des soudures, s'il y a lieu, métrologies des pièces fabriquées, reportage photos au fur et à mesure de la fabrication ...)
    - Le ou les PV de montage des galets avec leurs axes (essai à blanc), puis des ensembles galets et axes sur les 2 vannes, les essais en rotation de chacun des galets
    - Le métré de contrôle des entraxes des galets, en conformité aux plans d'origine
    - Le contrôle de la protection anticorrosion au fur et mesure de la réalisation de cette dernière.
  - Après la fabrication et avant la livraison :
    - La Procédure de transport et de manutention pour la livraison à Andrésy.
  - Après la livraison des 2 vannes :
    - Le DOE du marché.
- (1) En effet, compte-tenu de l'implantation d'inserts dans les bagues bronze, la pression exercée sur la surface restante de bronze ne devra pas être en mesure de détériorer les bagues. Le nombre de pastilles insérées devra être limité, de manière à ce que la pression sur la surface de bronze restante reste acceptable. Autrement dit, la surface restante de bronze en contact avec les axes devra être compatible avec la pression exercée sur chaque galet.

Cette liste n'est pas exhaustive.

## 17.2. – Descriptif détaillé et modalité d'exécution de la prestation

La prestation comprend toutes les études, fournitures et fabrications, transports, manutentions et prestations divers nécessaires à la rénovation des vannes.

Sont concernés également toutes les informations visuelles, visant à satisfaire des critères de sécurité sur la voie publique et sur les zones de stockages qui seront définies par VNF (chargement aller et déchargement retour).

Le titulaire doit notamment accomplir ses prestations avec :

- La mise en œuvre de moyens humains et matériels suffisants pour respecter l'objectif défini pour le marché ;
- L'obligation de respecter le volume minimal de prestation pour lequel il s'est engagé ;
- Le souci de qualité du service rendu à la Subdivision Maintenance Opérationnelle ;
- Le respect de la transmission des informations à la Subdivision Maintenance Opérationnelle.

## 17.3 - Présentation et caractéristiques de l'écluse de 160 x 12m d'Andrésy

L'écluse de 160 x 12m d'Andrésy est la plus petite des deux écluses du site. Elle a été mise en service en novembre 1959.

Elle est équipée des organes suivants :

- Une porte busquée à l'amont ;
- Une porte busquée à l'aval ;
- Quatre vannes d'aqueducs, 2 « amont » et 2 « aval, » permettant la vidange et le remplissage du sas ;
- Quatre microcentrales hydrauliques (CH) indépendantes, 2 « amont » et 2 « aval », permettant, chacune, de manœuvrer, le vantail et la vanne de la demi-tête concernée. Ces CH sont équipées d'un groupe moteur-pompe et d'une distribution hydraulique, eux-mêmes commandés depuis l'armoire et l'installation électrique associée.

Niveaux de l'écluse de 160 x 12m (Les cotes sont en NGF ORTHO, pour information) :

- Niveau du seuil de la chambre de porte busquée aval : 11,40 m (12,00 m pour le radier courant, y compris les assises des batardeaux de la tête aval).
- Niveau du radier du sas et du radier aval de la porte amont : 12,00 m (y compris les assises des batardeaux de la tête amont).
- Niveau du seuil de la chambre de porte busquée amont : 11,40 m (12,00 m pour le radier courant, y compris assises des batardeaux de la tête amont).
- Niveau supérieur des bajoyers : 21,50 m.

## 17.4 - Présentation des vannes d'aqueducs de l'écluse de 160 x 12m d'Andrésy

Chaque vanne de 2580\*2320 environ, d'une masse unitaire de 1880 kg environ, est constituée d'un bordé d'épaisseur 10 mm disposé à l'amont s'appuyant sur 4 poutres horizontales en profilé UPN et rigidifié par 3 raidisseurs verticaux en cornière.

Ces vannes roulent dans des puits verticaux en prenant appui sur des rails sur les faces amont et aval et viennent obturer les aqueducs par le biais d'étanchéités.

La vanne comporte quatre galets de guidage, de diamètre de roulement 330 mm avec une joue latérale et sont équipés de coussinets en bronze à lubrification par inserts graphite. Ils tourillonnent sur un axe en acier inoxydable.

Les étanchéités latérales et de seuil sont constituées de joints note de musique en néoprène 60 shore, fixés par boulons et profilés de serrage sur la structure de la vanne. Ces étanchéités comportent un ensemble en forme de U inversé qui constituent à la fois les étanchéités verticales et frontale (supérieure), ainsi qu'un joint séparé constituant l'étanchéité de seuil (inférieure). Les étanchéités s'appuient sur un plat en acier inoxydable au niveau de l'aqueduc.

Les dimensions des joints « note de musique » à fournir sont les suivantes :

plat épaisseur 10, largeur 45 et boudin creux diamètre extérieur 25 et intérieur 11, pour une largeur totale de 70 mm

La conception et les dimensions des étanchéités de la vanne permettent l'obturation totale de son aqueduc, soit une hauteur de 2560 mm (hors anneau de levage) et une largeur de 2320 mm. Afin d'utiliser pleinement le volume disponible de ce dernier au remplissage de l'écluse, la course minimum de levage de la vanne doit être, a minima, égale à sa hauteur.

Les rails de roulement aval et amont sont soudés sur des profilés eux-mêmes scellés dans le génie civil. Chacun des 4 aqueducs de remplissage ou de vidange de l'écluse comporte un puits dans lequel coulisse la vanne.

Chaque vanne est manœuvrée à l'aide d'une brimbale actionnée par un vérin vertical installé sur un châssis. Les 2 vannes à rénover sont d'origine, datent de 1959 et ont été construites selon les plans CFE. Par la suite, en 1999-2000, l'écluse de 160 x 12m d'Andrésey a été entièrement rénovée, et, à cette occasion, les vannes ont été renforcées et remises en état et en peinture, après désamiantage, dans le cadre du marché SDEM. Les 2 vannes, objet du marché, ont fonctionné durant près de 25 ans, et sont donc à rénover.

## **17.5 - Rénovation de deux vannes d'aqueduc de l'écluse de 160 x 12m d'Andrésey**

La rénovation des 2 vannes concernera :

- Le corps ou châssis de chaque vanne (selon la nécessité, après constat) ;
- Les bagues freinées des axes (selon la nécessité, après constat) ;
- Les axes, galets de roulement et leurs accessoires (échange systématique) ;
- Les joints « note de musique » (échange systématique) ;
- Le remontage des nouveaux équipements et des équipements rénovés (profilés de fixation des joints) ;
- La protection anticorrosion ;
- La plaque d'identification.

Les vannes seront rénovées selon les plans de la série n° 1739-002 fournis et datant principalement de 2024. Le titulaire devra vérifier la conformité des deux vannes par rapport aux plans et fournir le résultat comparatif dans un rapport.

Les plans de 2024 fournis comportent également le plan de janvier 2025 de la modification des axes. Les axes à fournir, de type épaulé, seront ainsi réalisés selon le plan actualisé n° 1739-002-012-B. La particularité de ces axes est de garantir que leur dépassement soit minimal sur l'extérieur des vannes, car les puits des vannes sont d'un encombrement limité.

### **Nota :**

VNF souhaite profiter de ce marché pour apporter quelques améliorations de la qualité de certains matériaux ainsi que des modifications d'axes et de bagues, vis-à-vis de la précédente rénovation réalisée par SDEM en 1999-2000.

Les indications de matières ci-dessous seront donc de caractéristiques supérieures à celles d'origine de l'année 2000 (plans et certificats matières).

Dans ce cas, ce sont les matériaux du présent dossier (CCP et plans BESTILEV fournis de 2024) qui devront être choisis, et non ceux des plans SDEM de 2000.

**Les prestations détaillées à réaliser dans le cadre du présent marché sont les suivantes :**

### **17.5.1 Manutentions et transports aller et retour des vannes depuis le bajoyer aval rive gauche de l'écluse 185 x 24m d'Andrésey jusqu'aux ateliers de l'entreprise**

Le camion grue devant prendre en charge les vannes devra avoir une capacité de levage de 2 tonnes environ (1873 Kg) à une distance de 6 mètres.

Avant toute opération de chargement ou de déchargement, un protocole de sécurité sera réalisé conjointement entre VNF et le transporteur - levagiste, conformément à la réglementation.

### **17.5.2 Nettoyage, démontage, contrôle, métrologie et expertise de chaque vanne en atelier :**

Une fois livrée dans les ateliers de l'entreprise, les vannes à rénover seront entièrement nettoyées par haute-pression.

Les 8 galets, leurs axes et leurs équipements, ainsi que les châssis des 2 vannes, seront identifiés, puis démontés et contrôlés un à un :

- Relevé du n° d'origine de la vanne, gravé à la soudure (compris entre 1 et 5) ;
- Mesures des diamètres des bandes de roulement, des alésages des bagues bronze, des portées des axes (zone de rotation des galets) ;



- Mesure des alésages au niveau des bagues frettées des châssis supportant tous les axes et vérification de la bonne tenue des bagues au sein des châssis.

Ces relevés seront portés sur un tableau, en lien avec le plan de la vanne avec laquelle ils seront identifiés.

Un état des joints et de leurs profilés de fixation sera également effectué avant leur démontage.

Des observations générales seront rédigées : état général de la vanne et de sa protection anticorrosion, état des lieux des bagues frettées (absence ou présence de jeu ou de corrosion vis-à-vis du châssis de vanne ...), présence éventuelle de fissures ou d'usure par frottement, sur les châssis de vannes.

L'ensemble de cette expertise sera fait à l'appui de photos et fera l'objet d'un rapport rédigé par l'entreprise et soumis à l'approbation de VNF.

Il y aura, par conséquent, 2 opérations et rapports.

Un constat sera effectué en présence de VNF.

### **17.5.3 Fourniture et montage pour chaque vanne de 4 galets de guidage neufs complets et de leurs axes modifiés et pièces associées :**

Le descriptif des galets, axes et accessoires à fournir et des prestations associées sur les corps des 2 vannes est détaillé au 17.3.6.

### **17.5.4 - Remplacement à neuf des joints d'étanchéité :**

La totalité des joints d'étanchéité sera remplacée à neuf, à l'exception des plats de fixation qui seront sablés et repeints, si besoin. Néanmoins, si une partie de ces couvre-joints (ou profilés de fixation) était détériorée, son remplacement serait rémunéré au prix d'acier au kg du marché.

L'entreprise se chargera de la mise au rebut et en filière agréée des anciens joints et remettra à VNF le bordereau afférent.

Les nouveaux joints à fournir, de dureté 60 shore en néoprène de couleur noire seront d'un seul type, quel que soit l'emplacement et porteront, comme vu plus haut, les caractéristiques suivantes :

Largeur totale 70 mm, avec partie plate épaisseur 10mm, largeur 45 mm, et un boudin creux diamètre extérieur 25mm et intérieur de 10mm environ.

La prestation de l'entreprise comprend naturellement le perçage à façon des nouveaux joints.

Le changement des boulons de fixation en inox, fournis par le titulaire, sera aussi à prévoir, en référence au plan.

**Nota :** Il semble primordial, avant toute mise au rebut des anciens joints, de procéder à leur localisation et au relevé de leurs perçages, afin d'exploiter ces données pour la mise en œuvre des nouveaux joints.

### **17.5.5 - Prestations générales, à la demande :**

#### 17.5.5.1 Prestations de soudure

En cas de dégradation d'une partie des soudures de la charpente métallique d'une vanne, révélée lors des contrôles initiaux, le titulaire procédera aux réparations nécessaires, réalisées au mètre linéaire. Les prestations correspondantes sont décrites au BPUF.

#### 17.5.5.2 Prestations de remplacement d'acier au kg

En cas de déformation d'une partie de la charpente métallique d'une vanne, révélée lors des contrôles initiaux, le titulaire procédera aux réparations nécessaires avec remplacement des sections de tôles concernées.

La fourniture éventuelle de profilés de fixation des joints, en cas de détériorations d'une partie de l'existant, sera aussi traité selon le prix de remplacement d'acier au kg.

Les prestations correspondantes, rémunérées au kg d'acier remplacé ou ajouté, sont décrites au BPUF.

### 17.5.6 - Descriptif détaillé de la rénovation des organes de roulement des deux vannes :

#### 17.3.6.1 Liste des nouvelles pièces de roulement et de guidage à fournir :

La rénovation des organes de roulement de chaque vanne comprendra la fourniture, la fabrication, le contrôle et le montage des pièces suivantes :

- 4 galets de guidage en acier 42CrMo4 (42CD4) traité 35 à 40 HRC minimum, équipés, chacun, de coussinets à collerette avec insert de lubrifiant solide et en bronze CuZn25Al5Mn4Fe3. La dureté des coussinets sera comprise entre 170 et 210HB ;
- 4 axes modifiés en acier X30Cr13 traités 250 HB mini ;
- 4 nouveaux arrêtoirs internes avec leurs vis HM16 ;
- 4 nouveaux arrêtoirs externes avec leurs vis FHC M16.

Il est à noter que les pièces n° F02, F04, U03, U04 et U07, telles que repérées sur les plans SDEM de la rénovation de l'année 2000, ne seront pas reconduites, étant donné la modification des axes n°U01 et de leur mode de fixation. Les axes n°U01 sont modifiés au présent marché, de telle sorte à ce qu'ils soient désormais classiquement maintenus à l'aide d'arrêtoirs latéraux prenant appui au sein des rainures en méplats réalisées à leurs extrémités.

### 17.5.7 - Descriptif de la réalisation des nouveaux axes épaulés :

Le montage actuel, issu des plans EURODIM, pour la fixation des axes n° U01 ne convient pas à VNF pour les raisons suivantes :

- Le fait de serrer au couple la tige filetée n° U04 produit le serrage des flasques ou paliers de l'axe et bloque en même temps la rotation du galet ;
- De plus, il y a un risque à ce que la tige n° U04 se rompe, du fait de la réduction du diamètre en partie centrale ;
- Selon nous, rien ne justifie un tel montage pour le maintien en place de l'axe.

Par conséquent, l'entreprise devra fournir de nouveaux axes modifiés et leurs arrêtoirs et visseries, selon les prescriptions suivantes :

- Abandon des pièces n° F02, F04, U03, U04 et U07 ;
- Fabrication de nouveaux arrêtoirs, comme indiqué plus haut : leur fixation se fera par vis M16 et nécessitera donc de nouveaux perçages et taraudages sur les 2 châssis de vannes, côté intérieur et côté extérieur ;
- Les nouveaux axes devront être réalisés en acier X30Cr13 (Z30C13) traité 250 HB mini et en conformité au plan BESTILEV de 2024, modifié en janvier 2025. Le trou central de l'axe avec taraudage M20 sera remplacé par un trou taraudé M16 profondeur 30. Un chanfrein sera réalisé sur chaque bout d'axe modifié, comme actuellement.

### 17.5.7 - Prestations systématiques sur le corps ou châssis pour chaque vanne rénovée :

- 4 fois 4 taraudages M16 seront réalisés au niveau des flasques de la vanne, de manière à y installer les nouveaux arrêtoirs des axes ;
- Sablage complet des vannes ;
- Protection anticorrosion, selon un procédé ACQPA Im2 ANI et application d'un primaire à base de zinc et de 2 couches de finition époxy, de couleur noire. Le m<sup>2</sup> comprend le sablage+primaire+2 couches de finition ;
- L'entreprise devra faire appel à un contrôleur extérieur (contrôles matières, contrôles dimensionnels, contrôles soudures, contrôle peinture etc.) ; les coordonnées de ce dernier sera transmis à VNF.

### 17.5.8 - Prestations de remplacement d'une bague frettée

La prestation comprend la dépose de la ou des bagues endommagées, la fourniture et le remplacement de la ou des bagues frettées en cas d'ovalisation sur les alésages des paliers d'axes de galets qui le nécessiteraient. Le remplacement sera fait par frettage et montage à l'azote d'une nouvelle bague repère 15 (2024), **en acier très faiblement oxydable** de dureté 400HB, et donc, nettement supérieur à l'existant (Rénovation de 2000).

Pour VNF, il est capital et obligatoire que les éventuelles bagues frettées venant à être remplacées soient très faiblement oxydables. Cette caractéristique est non négociable.

Sur les plans SDEM la bague frettée est de diamètres 90 x 70, longueur 39mm, en sortie de fabrication et d'alésage 75mm, après reprise en usinage une fois la bague frettée sur la vanne.

Sur les plans de 2024, les bagues frettées « repère 15 » ont un diamètre extérieur 92.

Les nouvelles bagues à fournir auront pour diamètres finis 92 x 75, une fois la vanne rénovée avec montage et alésage des bagues.

Cela signifie que le corps de vanne devra être réalésé à un diamètre de 92mm, par rapport aux 90mm existants.

En tout état de cause, l'alésage brut des bagues fabriquées et au stade de leur « montage – fretage » devra être inférieur à 75 ; puis, celui-ci sera repris en usinage, avec la concentricité respectée vis-à-vis de la frette opposée existante, pour atteindre la valeur nominale de 75, telle que prévue aux plans.

**Nota** : en conséquence de ce qui précède, l'entreprise devra posséder les capacités machines appropriées, afin de pouvoir réaliser les alésages concentriques sur le corps de vanne et pour la bague frettée neuve, une fois en place, vis-à-vis de la bague opposée.

#### **17.5.9 - Plaque d'identification de chaque vanne :**

- Elle sera identifiée par numérotation et réalisation d'une plaque repère en inox avec des lettres découpée au laser et fixée sur le haut du corps de vanne par visserie inox M8 mini.
- La numérotation de la vanne permettra d'ouvrir un dossier de suivi de maintenance préventive de celle-ci qui l'accompagnera tout au long de sa vie.
- La plaque inox, d'épaisseur 3 mm mini, comprendra, a minima, les informations suivantes :
  - Date de fabrication de la vanne : 1959
  - Date de la 1ère rénovation de la vanne : 2000 ;
  - Date de la rénovation au présent marché ;
  - Numéro initial, soudé sur le bordé de vanne ;
  - Référence et numéro VNF de la vanne (sera fourni par VNF) ;
  - Nom de l'entreprise de rénovation ;
  - Poids de la vanne (nue et équipée).

Ces renseignements seront complétés en phase d'études et d'exécution du présent marché.

**Nota** : Avant toute mise en fabrication, le titulaire soumettra à VNF, pour approbation, le plan avec texte des plaques inox proposées.

#### **17.5.10 - Phasage de la prestation :**

Dans son offre, l'entreprise propose une planification des différentes phases d'exécution de la mise en œuvre de la rénovation des 2 vannes, telles que demandées dans le présent CCP, ainsi que de leurs enchaînements.

Le titulaire dispose d'une période d'études et de préparation, depuis la date de notification du marché, jusqu'à la date de démarrage des prestations, pour réaliser les différentes opérations selon l'organisation et les délais qu'il a prévus.

Les prestations pour la rénovation des vannes n°1 et n°2 se déroulent conformément au séquençage du bordereau des prix unitaire et forfaitaire (BPUF).

Globalement, le phasage du marché sera organisé de la manière suivante :

- Nettoyage à haute pression, démontage et métrologie des deux vannes dans les ateliers du titulaire ;
- Constat réalisé en présence de VNF ;
- Validation des prestations complémentaires éventuelles à réaliser (remplacement éventuel de frette, de profilé de fixation des joints, soudures de réparation, remplacement d'acier au kg).

## **17.6 - EXÉCUTION :**

Le titulaire assure la rénovation des deux vannes conformément au marché et aux documents d'exécution fournis par VNF.

Il met en place un contrôle extérieur pour assurer le contrôle qualité lors de la rénovation notamment sur les phases de fabrication, d'assemblage et soudure éventuels, de protection anticorrosion et de montage des équipements.

## **17.7 - LIVRAISON SUR SITE :**

Les deux vannes seront livrées en même temps sur le bajoyer aval rive gauche de l'écluse 185X24m d'Andrésey (lieu de leur chargement). Les cales, plots en bois ou toutes autres accessoires nécessaires à la manutention et transport sont compris dans ce marché.

Cette phase se conclut par l'élaboration d'un bon de livraison des vannes rénovées et qui resteront sous la responsabilité de l'entreprise jusqu'à rédaction du constat de livraison.

## **17.8 - REMISE DU DOE :**

Le titulaire aura l'obligation, dans un délai de 30 jours après la livraison effective des 2 vannes rénovées sur le site d'Andrésey, de remettre au maître d'ouvrage le DOE (Dossier d'ouvrage exécuté) de la rénovation de celles-ci.

Le DOE, lequel sera soumis au visa de VNF, devra intégrer les documents produits par le titulaire tout au long du projet, dans leurs dernières versions, sous forme informatique et sous forme papier (2 exemplaires).

La remise des documents papiers en 2 exemplaires devra se faire sous la forme d'un contenant durable (classeur, chemises plastifiées translucides porte-document ou équivalents) et identifié, avec le même cartouche et la même page de garde que ceux utilisés durant les études d'exécution et portant la mention « DOE »

Sous forme informatique, le DOE sera fourni dans les formats suivants, selon le fichier concerné :

- AUTOCAD 2021 ;
- Word de Microsoft office ;
- Excel de Microsoft office ;
- Acrobat.

Le DOE devra intégrer, a minima, les éléments suivants, en sus de ceux mentionnés au prix n°13, relatif au DOE :

- La note de calcul pour les bagues bronze à inserts des galets ;
- Les plans et dessins de définition produits au marché ;
- Les demandes d'agréments et leurs visas.
- Les certificats matières de toutes pièces fournies et mises en œuvre ;
- Le dossier de la protection anticorrosion (fiches produits, rapports de suivi et de contrôles au fur et à mesure de l'exécution de la protection ...) ;
- Le dossier des contrôles internes de l'entreprises (PV de contrôles des soudures, métrologie, reportage photos au fur et à mesure de la fabrication ...) ;
- Le PV des essais en rotation des galets et de la métrologie de leur positionnement ;
- La nomenclature des pièces constitutives des vannes ;
- Le dossier et la fiche technique des joints néoprène ;
- Les notes d'observations du maître d'œuvre en phase études ;
- Les éventuelles fiches de non-conformité et leurs traitements ;
- Les comptes-rendus de réunions ;
- D'une manière générale, tous les documents techniques produits durant l'exécution du marché et utiles au dossier de maintenance des vannes.

## 18 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services